

Échanges extérieurs et potentiel industriel de l'Allemagne orientale

*Nina Kousnetzoff**

*Ivan Samson***

L'évaluation du potentiel industriel de l'Allemagne orientale qui est proposée ici part des statistiques des échanges extérieurs de la RDA, qui permettent de retracer l'évolution de sa spécialisation depuis le début des années soixante-dix : après s'être nettement affirmée à cette époque dans la production de biens d'équipement industriels, la RDA s'est adaptée aux crises énergétiques en développant les exportations de produits pétroliers raffinés et de produits de l'industrie chimique lourde. Par contre, elle n'a pas su négocier le tournant de l'informatique et de l'électronique malgré des investissements massifs dans ces secteurs. Ses échanges stagnent à partir de 1985, la croissance économique se ralentit et le retard technologique s'accroît. Actuellement son meilleur atout reste de reconstituer un secteur des machines compétitif, avec le savoir-faire technique de la RFA. Ceci lui permettrait de combler les pertes inévitables qu'elle va subir dans l'agro-alimentaire, l'habillement, les industries polluantes, et de consolider ses positions sur les marchés du CAEM.

L'unification économique des deux Allemagne s'est effectuée à un rythme étonnamment rapide. Cette vitesse même devrait permettre à la zone orientale d'éviter une grande part des difficultés, liées au passage d'une économie planifiée à une économie de marché, que rencontrent actuellement les autres pays de l'Est. Ainsi, la liberté des prix et des salaires risque moins d'entraîner une spirale inflationniste dans la mesure où les biens de consommation sont importés librement d'Allemagne de l'Ouest ; de même, du côté de l'offre, l'union monétaire et financière facilite les

* Nina Kousnetzoff est chargée de mission au CEPII; Ivan Samson est chercheur au ROSES (CNRS) à l'Université de Grenoble 2 et à l'Observatoire Berlin-RDA.

partenariats des entreprises de l'Allemagne de l'Est avec l'Ouest pour moderniser l'appareil de production. Enfin, s'il est vrai que la concurrence directe des pays occidentaux se traduit par une montée du chômage dans les régions orientales, la politique de l'emploi demeure une priorité pour l'Allemagne unifiée, dans la mesure où l'on veut éviter la poursuite de l'émigration vers l'Ouest.

Dans ce contexte, il est important de pouvoir apprécier le potentiel industriel de l'Allemagne orientale au moment où celui-ci est en train d'être intégré à un ensemble économique plus vaste. En effet, bien que le stock de capital industriel de la RDA soit en moyenne vieux et obsolète, on ne peut espérer le renouveler intégralement en moins de dix ou quinze ans.

Plusieurs méthodes d'évaluation de ce potentiel industriel sont envisageables. La plus précise serait bien sûr une expertise directe du capital productif et de la qualité de la main-d'œuvre de toutes les branches industrielles concernées, mais une telle étude dépasse les limites de cet article. Une autre méthode consiste à appréhender indirectement ce potentiel industriel à travers les échanges extérieurs passés de la RDA.

On commencera donc par analyser l'évolution depuis vingt ans de la structure du commerce extérieur de la RDA, par produits et par zones géographiques ; ce recul permettra de repérer les changements récents. En tirant parti de cette analyse, complétée par des informations directes sur la productivité des branches industrielles, on cernerá mieux les points forts et les points faibles du potentiel industriel de l'Allemagne de l'Est, et le rôle qu'elle pourra jouer à l'avenir dans le commerce extérieur de l'Allemagne unifiée.

Le problème des données

L'analyse de l'évolution passée de la structure du commerce extérieur de la RDA se heurte aux lacunes et au manque de comparabilité des données dont on dispose. En dehors de ses importations et de ses exportations totales, la RDA ne déclarait que le « chiffre d'affaires » de son commerce extérieur par pays, c'est-à-dire la somme des importations et des exportations, sans distinction par produits. Toutes les autres données proviennent des déclarations des différents partenaires, et ne sont donc pas harmonisées (encadré).

La difficulté la plus importante réside dans la comparaison des échanges avec les pays de l'Est et ceux de l'Ouest. Les monnaies des pays du CAEM n'étant pas convertibles, il est impossible de comparer la valeur réelle des biens échangés par la RDA avec ces pays à celle des biens échangés avec les pays de l'OCDE, exprimés dans leurs monnaies respectives.

Pour l'avenir, le problème de la convertibilité de l'ost mark a été résolu de façon radicale par sa disparition au profit du deutsche mark. Pour le passé, on était réduit

Les sources de données pour le commerce extérieur de la RDA

Les échanges avec les pays de l'OCDE (hors RFA) sont disponibles suivant la nomenclature CTCI détaillée, mais seulement à travers les déclarations des partenaires¹ ; pour des raisons politiques, ceux avec la RFA, recensés par ce dernier pays, le sont suivant une nomenclature de production et non d'échanges, étant considérés comme un « commerce intérieur allemand »². Quant aux échanges avec les pays du CAEM et les autres pays socialistes, on dispose de déclarations globales de tous les partenaires³ et de déclarations détaillées par produits pour les principaux d'entre eux⁴, mais pour la plupart dans la seule nomenclature du CAEM, dont le principe diffère largement de celui de la nomenclature CTCI. Enfin, pour le commerce extérieur avec les pays en développement, on ne trouve que les importations et exportations totales de la RDA avec cette zone géographique⁵.

1. OCDE, *Commerce extérieur par produits série C*

2. Statistisches Bundesamt, *Handel, Gastgewerbe, Reiseverkehr, Fachserie 6, Reihe 6, Warenverkehr mit der Deutschen Demokratischen Republik und Berlin (Ost)*

3. *Bulletin Mensuel*, ONU.

4. *Annuaire du Commerce extérieur de l'URSS, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Pologne.*

5. *Annuaire statistique*, CAEM.

jusqu'à présent à appliquer les taux de change officiels. Cependant, en avril 1990, la RDA a publié une estimation plus réaliste du taux de change implicite de sa monnaie pour les échanges avec les pays de l'Ouest, et a réévalué en conséquence les données de son commerce extérieur pour les années 1988 et 1989 (encadré p. 66). En revanche, les calculs de taux de change implicite n'ont pas été effectués pour les échanges avec les pays du CAEM, pour lesquels les taux de change officiels de l'ost mark ont été utilisés sans changement dans les nouvelles statistiques.

A la suite de cette réévaluation, lorsque le commerce extérieur est comptabilisé en dollars, la valeur des échanges avec le CAEM se trouve divisée par un facteur proche de 3, qui correspond au rapport effectif entre les taux de change implicites et les taux de change officiels de l'ost mark avec les monnaies des pays de l'Ouest ; la valeur en dollars des échanges avec l'Ouest n'est évidemment pas modifiée. Pour l'année 1989, la valeur des importations totales de la RDA baisse ainsi de 31,5 à 17,8 milliards de dollars (de 31,4 à 17,3 pour les exportations), alors que la part des pays de l'Ouest (industrialisés et en développement) augmente de 32 à 57 % (de 30 à 54 % pour les exportations). Et l'appréciation du potentiel industriel de la RDA sera beaucoup plus favorable si l'on considère que ce pays effectuait plus de la moitié de ses échanges extérieurs avec les pays de l'Ouest, et non moins du tiers.

Ces données révisées sont-elles plus « justes » que les données anciennes ? Certains experts occidentaux en doutent : ils considèrent que l'utilisation du marché mondial comme étalon pour l'ensemble des échanges des pays du CAEM ne

Taux de conversion des monnaies des pays du CAEM

La non-convertibilité des monnaies des pays du CAEM était possible tant que les échanges avec les pays de l'Ouest restaient limités. Les politiques de taux de change ont commencé à se modifier à partir du moment où certains pays ont cherché à s'ouvrir davantage aux pays occidentaux[1] : tel a été le cas de la Hongrie dès 1976, de la Pologne depuis 1981 et de la Tchécoslovaquie en 1989. En particulier, ces pays ont tenté de calculer, puis de mettre en place des taux de change par rapport aux monnaies convertibles correspondant à une parité de pouvoir d'achat de leurs monnaies à l'intérieur et sur le marché mondial.

L'Office de statistiques de la RDA a publié en avril 1990[2] une estimation des taux de change implicites de l'ost mark avec les principales monnaies de l'Ouest, calculés sur les échanges effectués en 1989 avec ces pays. Les résultats sont les suivants :

1 DM	= 4,40 OM
1 \$	= 8,14 OM
1 FF	= 1,32 OM
1 £	= 12,76 OM

Cette estimation est évidemment fragile : elle a été réalisée sur la base d'une équivalence entre prix des importations et prix des produits de substitution locaux d'une part, prix des exportations et prix de vente des produits équivalents sur le marché intérieur d'autre part.

Comparés aux taux officiels, qui étaient de 1 OM pour 1 DM et de 2,94 OM pour 1 \$, ces taux permettent d'évaluer les aides à l'exportation et les barrières à l'importation que pratiquait la RDA.

constitue pas pour l'instant la mesure la plus significative de la portée économique de ces échanges. En effet, étant donné le retard technologique de l'ensemble des pays du CAEM, même si la qualité des biens qu'ils échangent entre eux est bien inférieure à celle des pays de l'Ouest, l'« utilité » économique de ces biens est, pour eux, bien supérieure à leur valeur sur le marché mondial. Si l'on suit ce raisonnement, la part de l'Ouest dans les échanges de la RDA serait surévaluée dans les nouveaux calculs. Par ailleurs, si l'on applique les nouveaux taux de conversion, le PIB de la RDA exprimé en dollars diminue ; le taux d'ouverture de l'économie de la RDA sur l'extérieur, c'est-à-dire le rapport entre ses importations et son PIB, apparaît alors nettement supérieur à celui de la RFA ; ce résultat fait lui aussi douter de la pertinence des nouveaux chiffres.

Pour le passé, on ne dispose que de données élaborées suivant l'ancien système. Par souci de cohérence, ce sont les seules que nous allons utiliser, en réestimant dans ce but les données des échanges avec la RDA fournies par la Hongrie et la Pologne depuis leur propre révision des taux de conversion.

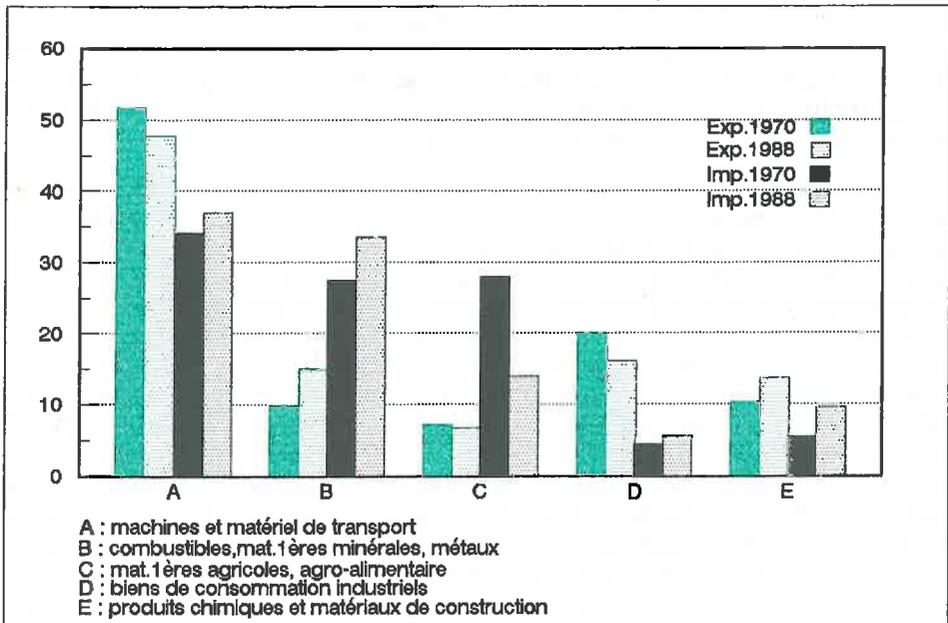
Les transformations de la spécialisation industrielle de la RDA

On sait que l'ambition initiale du CAEM était d'instaurer une division du travail assez volontariste entre ses membres. Ce projet n'a jamais vraiment abouti ; cependant la spécialisation de la RDA dans les biens d'équipement industriels, basée sur des avantages comparatifs antérieurs, a été encouragée par ses partenaires[3]. Au cours des années soixante-dix, les exportations de machines et d'équipements représentent entre 50 et 60 % du total (graphique 1) ; leur part augmente sensiblement au détriment des biens de consommation industriels. Les biens d'équipement sont également le premier poste à l'importation au cours de cette période : l'intensité des échanges croisés dans ce secteur atteste un développement industriel rapide.

GRAPHIQUE 1

Structure des échanges par produits

En % des exportations et importations totales



Source : Annuaire du CAEM

Énergie et matières premières représentent le deuxième poste à l'importation. Comme les autres pays européens du CAEM, la RDA parvient à différer l'impact du choc pétrolier de 1974 en reportant massivement ses importations d'hydrocarbures sur l'URSS. Compte tenu du décalage entre les hausses des prix mondiaux et celles pratiquées par l'URSS vis-à-vis de ses partenaires du CAEM¹, le poids relatif des combustibles dans l'ensemble des importations n'augmente fortement qu'à partir du début des années quatre-vingt ; il dépasse alors rapidement la part des équipements industriels. Il apparaît dès lors plus rentable de réexporter, essentiellement vers les pays de l'Ouest, du pétrole préalablement raffiné, que de chercher à élargir la part de marché de la RDA dans les produits des industries mécaniques.

Cette stratégie originale de réponse à la hausse des prix de l'énergie s'ajoute à un effort intense d'augmentation de la production nationale, par un développement, unique au monde, de l'extraction de lignite et la mise en place rapide d'un parc de centrales nucléaires. Le développement des industries de l'énergie facilite la croissance de l'industrie chimique lourde, dont les exportations augmentent elles-aussi. Entre 1978 et 1985, alors que les hydrocarbures (pétrole brut et gaz naturel) passent de 30 à 42 % des importations totales, les produits pétroliers raffinés assurent une part croissante des exportations : 12 % en 1978, 20 % en 1985.

D'une façon indirecte, en faisant passer au second plan la nécessité d'accroître les exportations de biens d'équipement, les chocs pétroliers ont donc porté un coup d'arrêt au développement du secteur des machines et équipements industriels. La perte de compétitivité de la RDA dans ce secteur s'explique également par le retard qu'elle prend par rapport à la révolution électronique et informatique. Ce retard affecte ses ventes de machines, qui sont dépourvues de systèmes de commande modernes : ainsi, de 1970 à 1982, ses exportations de machines et d'équipements (CTCI 7) régressent de 13 % à 7 % du total de ses ventes à la RFA, et sa part dans les exportations mondiales de machines vers les pays occidentaux passe de 4 % à moins de 1 % à la fin des années quatre-vingt.

Depuis 1976, la RDA a consenti de gros efforts pour construire ex nihilo une industrie électronique et informatique complète, allant du microprocesseur à la commande numérique pour machines-outils, en passant par les ordinateurs de toute taille. De 1986 à 1990, 14,2 milliards d'ost marks ont été dépensés en recherche-développement et 15,6 milliards en investissements dans ce secteur ; cependant, cette somme ne représente que 7 % des investissements industriels, soit un pourcentage inférieur à celui du Japon ou de la RFA[5]. En dépit de cet effort, la structure du commerce extérieur ne s'est pas améliorée, et le retard dans ces technologies n'a pas été rattrapé. Le succès technologique représenté par la production en 1988 de circuits-mémoire de un mégabit ne doit pas cacher l'essentiel : au mieux, la RDA a pu à grand peine stabiliser son retard dans ces produits, soit entre 3 et 8 ans² sur le Japon dans les composants, et plus parfois pour les systèmes de commande. Le handicap de la RDA dans les biens d'équipement n'a pas été surmonté, et sa spécialisation industrielle n'a pas pu se concrétiser sur les marchés occidentaux.

1. Depuis 1975, le prix du pétrole exporté par l'URSS vers les autres pays du CAEM est relié aux prix internationaux sur la base de la moyenne des cinq années précédentes, et est révisable tous les ans[4].

2. Trois années représentent actuellement une génération de composants.

Une spécialisation différente vers l'Est et vers l'Ouest

Si les chocs pétroliers ont modifié la spécialisation internationale de la RDA, ils n'ont pas amené, comme dans la plupart des autres pays d'Europe de l'Est, de repli sur l'espace économique du CAEM ; en particulier, la part de l'URSS dans les échanges totaux n'a pas augmenté, malgré le coût de plus en plus élevé des importations d'hydrocarbures (graphique 2).

Certes, l'URSS demeure constamment, et de très loin si l'on s'en tient aux taux de conversion officiels du rouble, le premier partenaire commercial. En 1970, elle recevait 38 % des exportations et fournissait 40 % des importations de la RDA ; en 1988, 36 % et 39 % respectivement. La structure par produit des échanges entre les deux pays est restée elle aussi très stable : la RDA importe essentiellement des matières premières et des combustibles, mais également des biens d'équipement industriels ; elle exporte surtout des biens d'équipement industriels (environ 65 % du total), mais aussi des biens d'équipement ménagers d'une part, du textile, des cuirs et chaussures d'autre part (graphique 3).

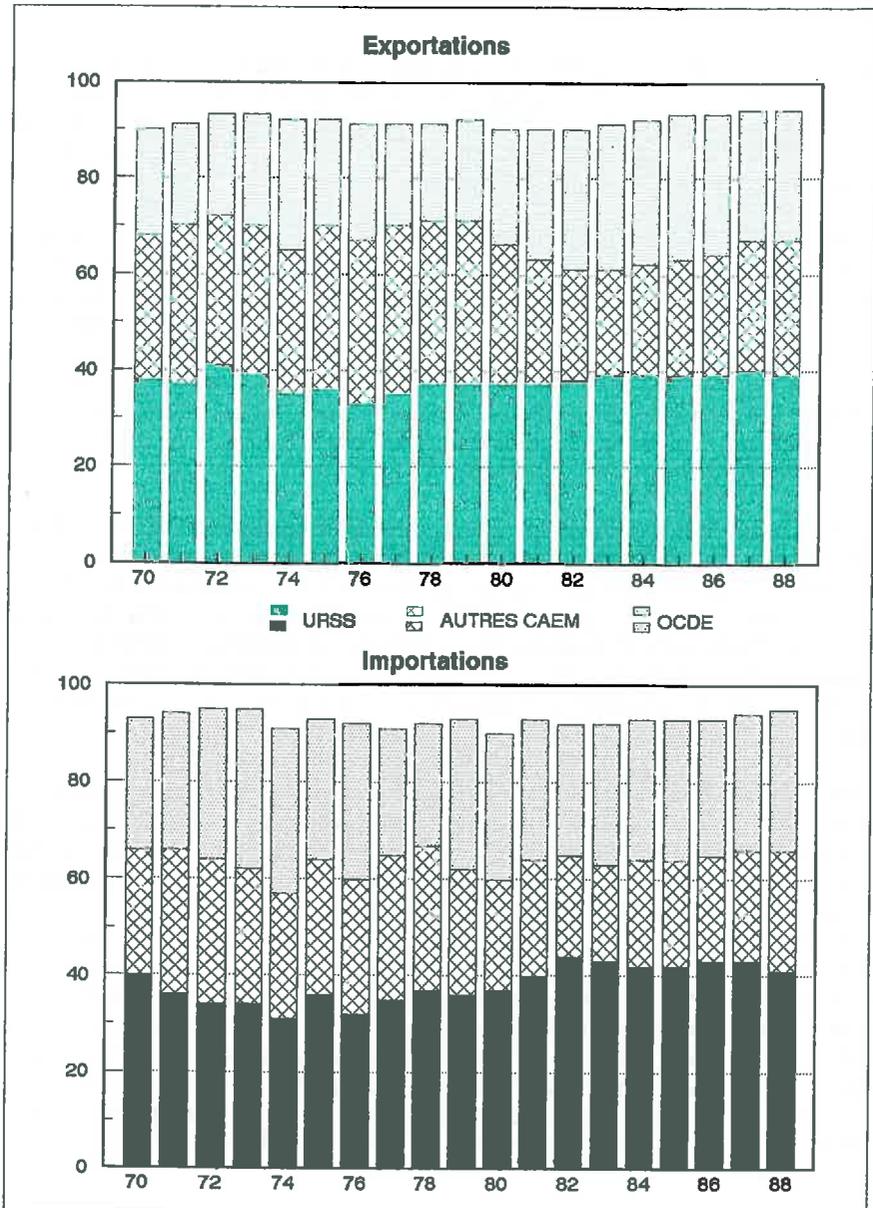
La part de l'URSS dans les échanges diminue légèrement entre 1970 et 1980 (35 % des exportations, 36 % des importations). En effet, au cours des années soixante-dix, les échanges avec les pays de l'OCDE se développent rapidement (graphique 4). Cependant, vis-à-vis de ces pays, la RDA ne peut pas s'en tenir à la spécialisation qu'elle avait développée à l'intérieur du CAEM, car sa compétitivité est insuffisante : la croissance des échanges s'effectue au prix d'un glissement des exportations vers des produits à moindre contenu technologique, moins élaborés et à moindre valeur ajoutée.

Cette différence de spécialisation vis-à-vis de l'Est et de l'Ouest apparaît clairement si l'on compare la structure des échanges avec les pays de l'OCDE (hors RFA) à celle avec la Tchécoslovaquie (graphique 5). En 1987, avec la Tchécoslovaquie, plus de 60 % des échanges s'effectuaient dans le secteur des machines et matériel de transport, et ces échanges étaient à peu près équilibrés ; en revanche, avec les pays de l'OCDE hors RFA, ce secteur représentait, à la même date, 37,3 % des importations mais 19,3 % seulement des exportations. Dans les exportations vers les pays de l'OCDE, le premier poste était occupé par les articles manufacturés (textile, articles minéraux non métalliques, fer et acier...) avec 26,6 % du total ; les exportations de produits chimiques d'une part, d'articles manufacturés divers tels que meubles, vêtements, instruments de mesure d'autre part, étaient presque aussi élevées que celles de machines et de matériel de transport (16,3 et 17,4 % respectivement). Les échanges de produits chimiques et de produits manufacturés étaient largement excédentaires.

GRAPHIQUE 2

Structure géographique des échanges

En %

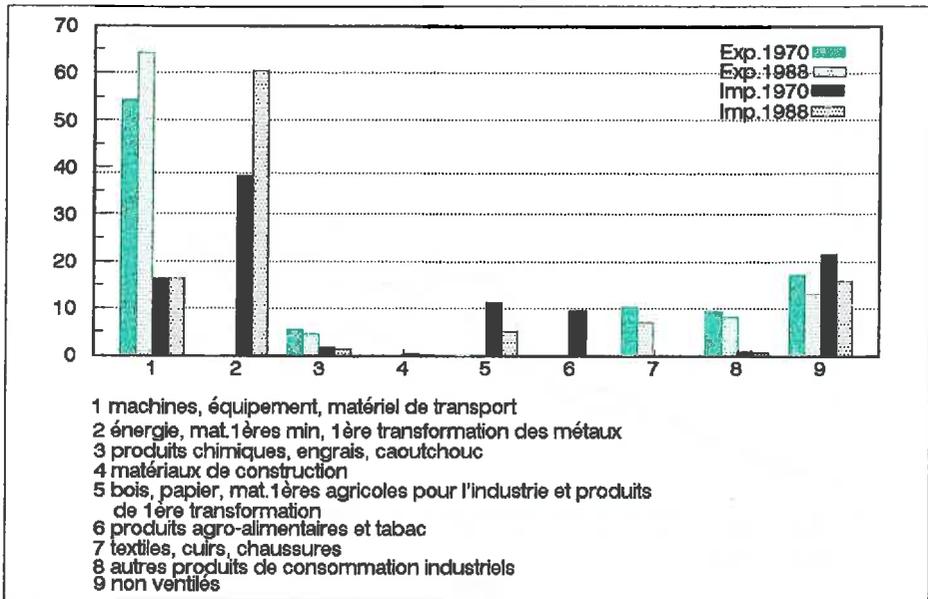


Sources : Annuaires de l'URSS et du CAEM

GRAPHIQUE 3

Echanges par produits avec l'URSS

En % des exportations et importations totales



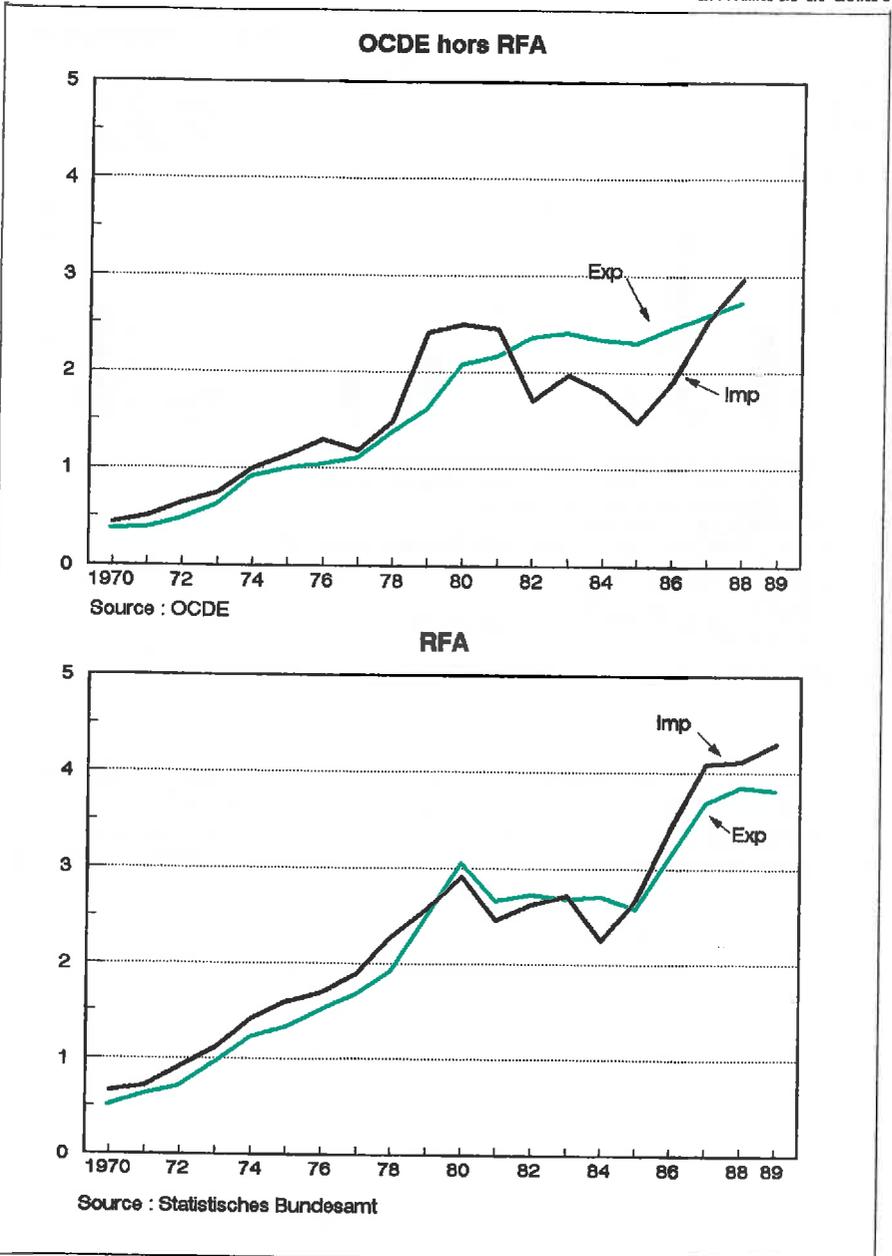
Source : Annuaire du commerce extérieur de l'URSS

Enfin, comme on l'a déjà indiqué, les exportations vers les pays de l'OCDE n'ont pu croître jusqu'en 1982, puis se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 1987, que grâce à l'importance prise par les exportations de produits pétroliers raffinés : celles-ci représentaient seulement 6 % du total en 1975, mais 20 % en 1980 et 27 % en 1987.

GRAPHIQUE 4

Echanges avec les pays de l'OCDE

En milliards de dollars

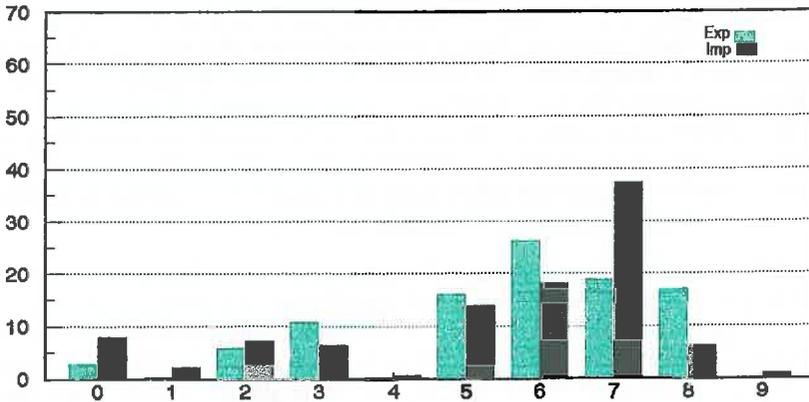


GRAPHIQUE 5

Echanges par produits avec l'Est et l'Ouest en 1987

En % des exportations et des importations

Avec les pays de l'OCDE hors RFA

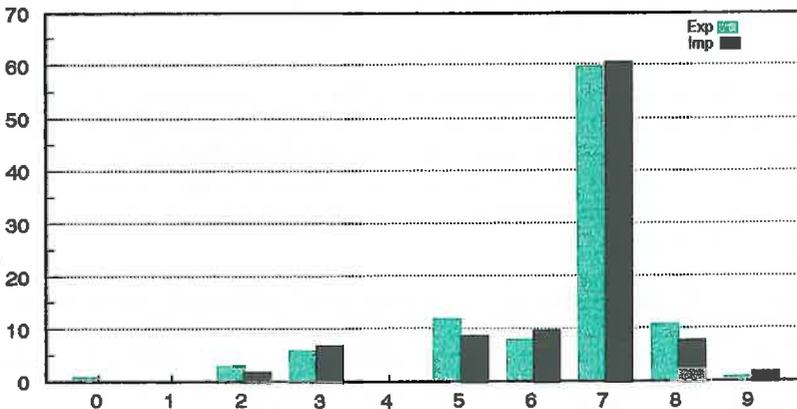


Source : OCDE, série C

Nomenclature CTCI :

- 0 Produits alimentaires et animaux vivants
- 1 Boissons et tabacs
- 2 Matières brutes non comb., hors carburants
- 3 Combustibles minéraux, lubrifiants
- 4 Huiles, graisses animales et végétales
- 5 Produits chimiques
- 6 Articles manufacturés
- 7 Machines et matériel de transport
- 8 Articles manufacturés divers
- 9 Non ventilés

Avec la Tchécoslovaquie



Source : Annuaire du commerce extérieur de la Tchécoslovaquie

Les échanges avec l'Ouest préservés grâce à la RFA

L'autre élément ayant permis à la RDA d'éviter un repli sur le CAEM est le commerce inter-allemand. Ce commerce représente à lui seul entre 50 et 60 % des échanges avec l'Ouest ; pour la RDA, il était facilité par des détaxes à l'exportation et par le fait qu'il n'était pas réglé en deutsche marks, mais en unités de compte dans un jeu d'écritures entre les deux Allemagne, conformément à l'accord de Berlin de 1951. Il faut mentionner aussi le fait qu'à travers les transferts privés des familles, les recettes sur les voies de transit menant à Berlin-Ouest et les compensations versées par le budget fédéral à la RDA pour ce transit, 2,5 à 3 milliards de deutsche marks entraient chaque année en Allemagne de l'Est.

Mais les aspects les plus originaux du commerce inter-allemand ne sont ni son statut juridique ni son régime commercial spécifiques : ce sont sa dynamique et sa structure par produits. On constate que la croissance du commerce inter-allemand est inversement corrélée à celle des échanges RDA-Ouest. Quand ces échanges sont en expansion, comme de 1970 à 1976, la part de la RFA régresse, et au contraire quand ces échanges se contractent ou stagnent, la part de la RFA augmente. C'est particulièrement net pour les importations est-allemandes. Ainsi, de 1981 à 1987, les échanges de la RDA avec les pays de l'OCDE hors RFA sont fortement excédentaires, tandis que ceux avec la RFA sont équilibrés jusqu'en 1984 et redeviennent déficitaires à partir de 1985 (graphique 4).

En fonction de la conjoncture politique et financière, la RDA dirige ses achats vers la RFA ou les autres pays occidentaux : on peut donc dire que le commerce inter-allemand a une fonction compensatrice pour la RDA ; de même que les autres pays de l'Est se replient sur le CAEM, la RDA se replie sur la RFA, et quand la conjoncture s'améliore la RDA se redéploie vers les autres pays de l'Ouest. La RFA est donc bien le point d'appui de l'insertion de la RDA dans le commerce mondial.

Si l'on examine maintenant la structure de ces échanges, on constate qu'elle diffère de celle du commerce extérieur de la RFA, en particulier avec l'Est, et aussi de celui de la RDA avec les autres pays de l'OCDE : les échanges inter-allemands sont plus intenses dans les produits de base et intermédiaires, et moins dans les machines et équipements[6]. Si l'on compare la structure du commerce de la RFA avec la RDA à celle du commerce global de la RFA, on aboutit aux mêmes conclusions (tableau 1).

Une première caractéristique des échanges inter-allemands est donc l'existence de flux croisés de biens intermédiaires, sidérurgiques et métallurgiques, et chimiques. Cela s'explique par la proximité géographique (produits pondéreux), des spécialisations industrielles semblables, et aussi par une demande importante de la RDA en biens intermédiaires et semi-produits : en effet, ceux-ci font chroniquement défaut dans les économies socialistes, et spécialement en RDA, où la logique des

TABLEAU 1

Les échanges de la RFA avec la RDA et ses autres partenaires en 1988

En %

	Exportations de la RFA		Importations de la RFA	
	Vers la RDA	Vers les autres pays	En provenance de RDA	En provenance des autres pays
Biens d'équipement	37,3	55,5	14,9	34,5
Produits de base et biens intermédiaires	36,8	24,7	46,3	27,0

Source : Rapport mensuel de la Deutsche Bundesbank, janvier 1990.

combinats, qui ont été constitués par l'intégration des PME aux grandes entreprises, a réduit le nombre de fournisseurs et accentué cette demande d'importations [7]. Ainsi la RFA contribuait déjà notablement à l'efficacité économique de la RDA, en lui permettant de résorber rapidement les discontinuités de production et les pénuries typiques des économies socialistes.

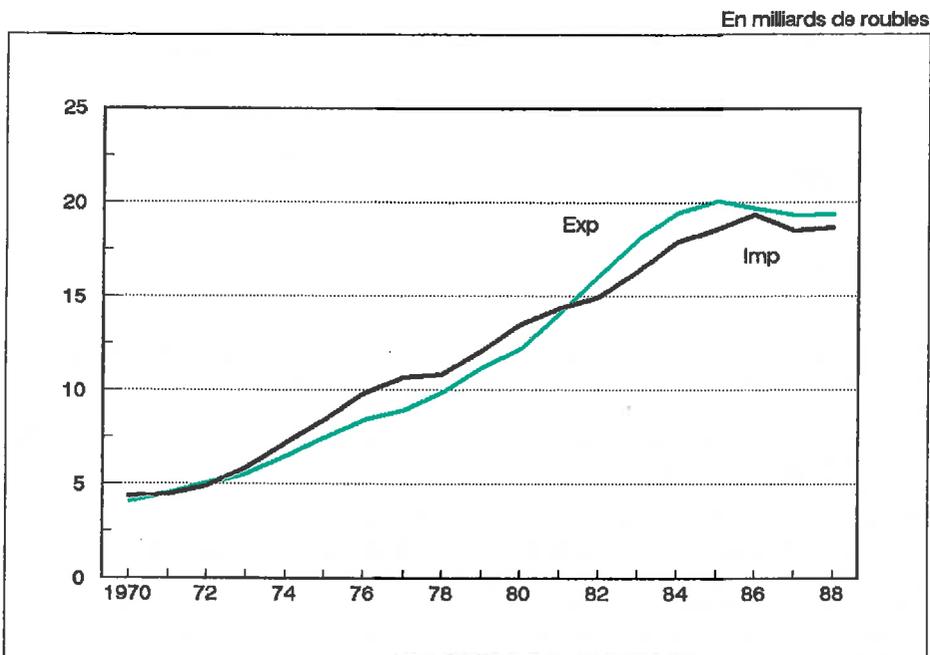
Bien que la part des équipements soit réduite dans le commerce inter-allemand, ces échanges se caractérisent néanmoins aussi par un écart technologique important entre les deux pays. Globalement, le prix au kilo des ventes de la RFA à la RDA est le double de celui de ses achats. Si cet écart est resté à peu près stable pour les biens intermédiaires, il s'est creusé pour les produits manufacturés : il est passé par exemple, pour les machines de bureau, de 1 à 3 en 1980 à 1 à 12 en 1986 [8]. Une étude récente réalisée en RDA montre une dégradation de ses termes de l'échange avec la RFA pour l'ensemble des produits manufacturés en 1988 et 1989 ; celle-ci est spécialement forte dans les constructions mécaniques [9]. Les flux croisés de biens intermédiaires s'expliquent donc aussi par des différences de niveau technologique et de qualité des produits, et l'accentuation de ces différences est un indice de perte de compétitivité de l'industrie manufacturière de la RDA.

Le développement des échanges avec l'ensemble des pays de l'Ouest s'est donc accompagné pour la RDA d'une détérioration sensible de sa spécialisation et de ses termes de l'échange. C'est à ce prix qu'elle a réussi à limiter sa dépendance commerciale vis-à-vis de l'URSS. Quant à la part de l'ensemble des pays du CAEM dans les échanges, elle est restée remarquablement stable entre 1970 et 1988 (graphique 2).

Malgré cette faculté d'adaptation nettement supérieure à celle des autres pays du CAEM durant les quinze années précédentes, on observe une stagnation des échanges de la RDA en valeur à partir de 1985 (graphique 6), puis en volume dès l'année suivante. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution inquiétante. L'un est conjoncturel : alors que le coût des importations d'hydrocarbures en provenance d'URSS, toujours indexé avec retard sur les prix mondiaux, continue à augmenter, les recettes d'exportation des produits pétroliers raffinés s'écroulent à cause du

GRAPHIQUE 6

Commerce extérieur total



Source : Annuaire du CAEM

contre-choc de 1986. En même temps, il devient nécessaire de rétablir rapidement l'équilibre des échanges avec l'Ouest, dans la mesure où l'endettement, considéré jusque-là comme faible, apparaît de fait assez préoccupant. Cet ajustement s'avère nécessaire précisément au moment où la satisfaction des besoins intérieurs, en consommation et en investissements pour certaines industries, redevient une priorité, car elle avait été trop longtemps négligée.

Ceci nous amène à la cause fondamentale de la stagnation des échanges : le ralentissement marqué de la croissance économique. Certes, ce ralentissement est dû largement, en RDA comme dans les autres pays de l'Est, à l'inadaptation croissante d'un système économique de type extensif ; mais il s'explique aussi plus précisément par un retard technologique dans des branches industrielles cruciales, qui ont souffert du détournement prolongé des investissements vers d'autres secteurs. En effet, depuis le début des années soixante-dix, l'essentiel des moyens disponibles a été consacré à l'autosuffisance énergétique (extraction du lignite, centrales nucléaires, industrie du raffinage), à la mise en place d'industries de l'électronique, de l'informatique et de la productique, ainsi qu'au secteur social, et particulièrement à la construction de logements et au soutien de la consommation.

La concentration des moyens sur quelques grands programmes a empêché même le simple maintien à niveau de nombreux secteurs industriels : ainsi, le degré d'usure du capital fixe a atteint 55,5 % en moyenne en 1988. De plus, cette distorsion des investissements, en négligeant les secteurs d'amont, a fait apparaître de nombreux goulets d'étranglement, qui ont fini par toucher les secteurs prioritaires eux-mêmes comme l'électronique ou la mécanique[10].

Ce constat implique une perte de compétitivité durable pour la RDA, dont on va essayer maintenant d'évaluer les conséquences à moyen terme dans le nouveau contexte de la réunification.

Le potentiel industriel à l'heure de la réunification

Productivité et compétitivité

L'écart de productivité du travail dans l'industrie de la RDA est considérable par rapport à l'Ouest, et particulièrement par rapport à la RFA, où ce niveau est l'un des plus élevés de tous les pays industrialisés. La dernière étude détaillée de ces écarts, effectuée par le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) en 1987 et portant sur des données d'enquêtes de 1983[11], indique que le niveau moyen de productivité horaire pour l'ensemble de l'industrie représentait 48 % de celui de la RFA en 1970, et 52 % en 1983. Il est probable que l'écart s'est plutôt accru depuis cette date. Un large consensus existe pour estimer la productivité de la RDA à environ la moitié de celle de la RFA ; mais certains instituts ouest-allemands, et dernièrement certains hommes politiques est-allemands, ont avancé le chiffre d'un tiers seulement. La productivité du capital, encore plus difficile à estimer, serait elle aussi d'environ la moitié de celle de la RFA.

Étant donné le taux de conversion de un pour un adopté entre les deux marks, le niveau de salaires de fin 1989 en RDA permettait tout juste, théoriquement, d'atteindre la compétitivité avec l'Ouest en retenant l'hypothèse « optimiste » d'une productivité deux fois moindre. Par ailleurs, on considère que l'union économique devrait permettre un gain important de productivité, pouvant aller jusqu'à 20 % en un ou deux ans. On peut recenser trois « gisements » importants de productivité : d'une part, les approvisionnements des entreprises vont devenir plus réguliers et de meilleure qualité, ce qui évitera dorénavant le chômage technique hebdomadaire, très fréquent dans l'ancien système ; d'autre part, assurées d'un approvisionnement régulier et d'un environnement économique et social semblable à celui des pays occidentaux, les entreprises pourront se re-spécialiser sur leur activité principale, en éliminant de leurs unités de production une bonne partie non seulement des œuvres sociales, mais aussi des productions annexes effectuées dans de mauvaises conditions ; enfin, les travailleurs seront remobilisés par l'augmentation du pouvoir d'achat réel de leurs salaires.

Cependant, la croissance salariale déjà acquise depuis le début de l'année 1990 et celle qui est escomptée pour le second semestre font peser des menaces très graves sur l'avenir de nombreuses entreprises³, compte tenu de la lourdeur de leurs nouvelles charges financières. Suivant des déclarations du gouvernement de la RDA faites en avril 1990, un nombre important d'entreprises industrielles seraient immédiatement acculées à la faillite par l'union monétaire et la plupart ne pourraient fonctionner qu'à condition de bénéficier d'un soutien financier⁴.

Différenciation par branches

Les chances de survie des entreprises ne sont pas seulement fonction de leur rentabilité immédiate. Elles reposent aussi sur la capacité à conclure des accords de partenariat avec une société occidentale, ou sur l'existence de marchés protégés à l'exportation, par exemple dans les pays de l'Est ; ces conditions de plus long terme diffèrent largement selon les branches industrielles. On va essayer, dans un premier temps, de délimiter celles qui sont soumises aux contraintes les plus fortes ; on verra ensuite si l'évolution récente de la production peut déjà servir à confirmer ce que l'on sait par ailleurs des forces et des faiblesses des différentes branches.

En envisageant la compétitivité dans un sens large, les premières entreprises destinées à disparaître sont les plus polluantes. On sait que ce critère n'a pas été pris en compte dans le développement industriel, ni agricole d'ailleurs, des pays de l'Est : en RDA sont concernés les combustibles solides (spécialement le lignite), la plupart des centrales thermiques, une part importante de l'industrie chimique ainsi que d'autres industries lourdes produisant des biens intermédiaires. Il semble bien que d'éventuels investissements de dépollution sur les unités de production existantes ne seraient pas justifiés financièrement. De plus, d'après l'étude du DIW, l'écart de productivité de ces industries par rapport à l'Ouest est actuellement plus important que celui des branches plus en aval ; en particulier, dans les mines de charbon et de lignite et le secteur de la transformation de l'énergie, où l'écart de productivité avec la RFA était relativement faible en 1970, il s'est fortement accru durant les années suivantes, malgré l'importance des investissements.

Une seconde catégorie très menacée est celle des industries de consommation travaillant essentiellement pour le marché intérieur : les ménages est-allemands, mais aussi les sociétés de distribution, leur ont préféré les produits de l'Ouest dès qu'ils y ont eu accès. Cela s'explique facilement pour les automobiles et les appareils ménagers, considérés en RDA comme produits de luxe et dont les prix à la consommation étaient fixés très haut. Cela semble plus surprenant pour l'agro-alimentaire, où la désaffection des consommateurs s'est manifestée dès avant la suppression des subventions, qui garantissaient des prix très bas comparés à ceux de l'Ouest, malgré une productivité relativement faible⁵. Les effets « nouveauté » et

3. Voir à ce sujet l'article de Hélène Harasty et Jean Le Dem, dans ce même numéro.

4. Voir à ce sujet l'article du professeur C. Luft, dans ce même numéro.

5. Voir à ce sujet l'article de Virginie Coudert, dans ce même numéro.

« emballage », ainsi que des facteurs purement psychologiques de rejet des biens « made in DDR » ne sont sans doute pas étrangers à ces préférences ; mais les organes de commerce de gros, en changeant du jour au lendemain de fournisseur, ont également joué un rôle essentiel⁶. A terme, les entreprises agro-alimentaires est-allemandes risquent d'avoir fait faillite avant d'avoir pu retrouver des clients.

L'habillement et la chaussure est l'autre secteur qui risque d'être rapidement concurrencé : si ses exportations vers l'Ouest avaient fortement progressé, c'est grâce à la faiblesse des prix, rendue possible par les bas salaires et les subventions à l'exportation. En revanche, l'industrie textile, l'une des branches relativement les plus productives, occupe quelques positions de premier plan sur les marchés mondiaux et devrait pouvoir les élargir.

Parmi les industries menacées que nous avons citées, la plupart, en dehors de l'agro-alimentaire et des automobiles, exportaient vers l'Ouest. Il s'agit de spécialités qui ont été délocalisées, depuis le début des années soixante-dix, des pays producteurs traditionnels vers les « nouveaux pays industrialisés » : industries lourdes, polluantes et fortes consommatrices d'énergie d'une part, industries de main-d'œuvre comme la chaussure et l'habillement d'autre part. Si l'alignement du système productif et du niveau de vie de la RDA sur celui de la RFA rend leur régression inévitable, pourra-t-elle être compensée par des gains de parts de marché des industries à fort contenu technologique et à valeur ajoutée élevée ?

L'évolution de l'indice mensuel de la production industrielle de la RDA par branches⁷ d'octobre 1989 à avril 1990 (graphique 7) permet d'apporter une première réponse à cette question [12]. A travers l'évolution de la production, on peut suivre les pertes d'effectifs à la suite de l'émigration vers l'Ouest dans certaines branches, mais aussi les anticipations d'une ouverture du marché dans d'autres. Fin avril 1990, la production industrielle totale avait diminué de 5,5 % en un an. On constate un effondrement de l'industrie de l'énergie, de la métallurgie, de la chimie et de l'agro-alimentaire. L'industrie légère, l'électronique et l'électrotechnique se maintiennent, et seul le secteur des machines, équipements industriels et matériel de transport est en forte progression.

En fait, il convient de différencier à l'intérieur de ce dernier secteur, qui représente à lui seul 47 % des entreprises industrielles et 40 % des effectifs. Certaines branches connaissent une régression de plus de 10 % en un an, comme les moteurs industriels, les roulements à bille, les équipements électrotechniques, les machines pour l'industrie du plastique et l'industrie agro-alimentaire, et enfin l'automobile ; parmi les branches qui ont crû de plus de 5 % en un an, mentionnons les machines pour l'industrie textile et la confection, les wagons voyageurs, les machines à coudre et les appareils médicaux. Globalement, on peut quand même dire que les machines

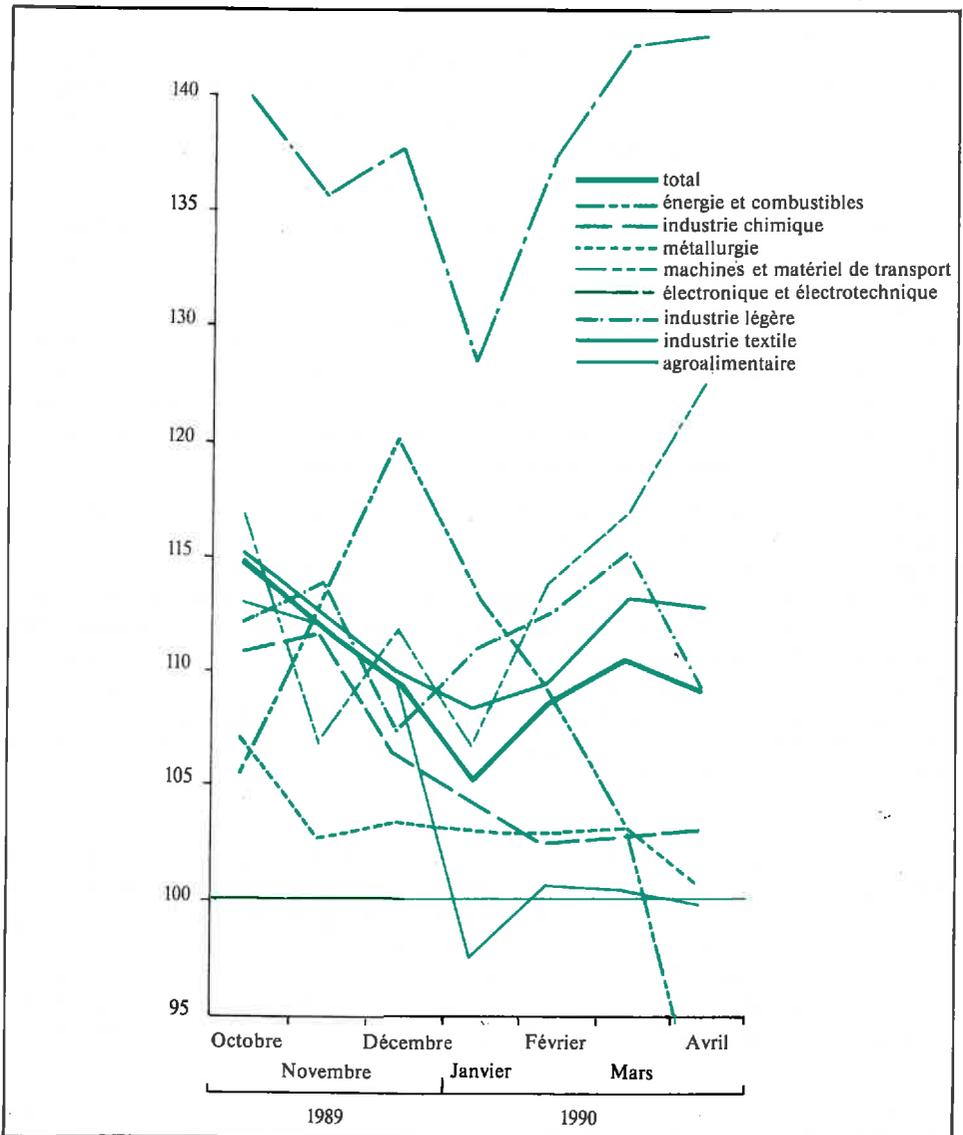
6. Ainsi les grossistes et les consommateurs ont cessé d'acheter de la viande de porc est-allemande pour la remplacer par le même produit venant de RFA, à tel point que la RDA a dû plus que doubler ses exportations habituelles vers les pays de l'Est. On a même parlé au printemps 1990 de directeurs de magasins qui auraient été « achetés » par des fournisseurs ouest-allemands, mais si de tels cas se sont produits, ils restent certainement marginaux.

7. Chiffres d'affaires, et non valeurs ajoutées, dont les chiffres ne sont toujours pas disponibles. La nomenclature de production est celle des pays du CAEM.

GRAPHIQUE 7

Indice de la production industrielle* par branches.

Base 100 moyenne 1985



* Chiffre d'affaires

Source : Office statistique de RDA, 1990.

et équipements industriels sont et resteront le point fort du potentiel industriel de l'Allemagne de l'Est ; ce secteur sera encore renforcé par l'intégration aux machines de commandes automatisées fabriquées en Allemagne de l'Ouest. C'est d'ailleurs dans ces branches que les directeurs des sociétés nouvellement créées sont le plus optimistes.

Bien que son recul sur l'année écoulée soit faible, les perspectives du secteur électronique et informatique ne sont pas favorables. En effet, si des prouesses techniques y ont été réalisées dans les années quatre-vingt, pour obtenir sur place des produits dont l'importation en provenance de l'Ouest était interdite par la réglementation du COCOM, c'est au prix de catastrophes économiques. Ainsi par exemple, des circuits-mémoire valant 4 à 5 DM sur le marché mondial coûtaient 530 ost marks à l'entreprise, et c'est l'État qui finançait la perte à l'exportation. En 1989, l'État a dépensé 1,7 milliard d'ost marks pour subventionner les entreprises de composants électroniques, afin que les prix intérieurs puissent s'aligner sur les prix mondiaux.

Les raisons de cette inefficience économique dans le secteur électronique ne tiennent pas seulement à l'insuffisance des investissements réalisés, mais aussi à la conception globale du développement industriel, trop marqué par des tendances autarciques. Ainsi la RDA avait produit en 1989 15 millions de circuits intégrés de 400 types différents, dont certains pour des séries inférieures à mille unités par an : à titre de comparaison, aux États-Unis et au Japon, certaines séries atteignent plusieurs millions par mois. Alors que la RFA produisait entre 20 et 30 % des composants dont elle avait besoin, la RDA en produisait 70 % ! L'Allemagne de l'Est ne pourra valoriser le savoir-faire qu'elle a accumulé en ce domaine qu'en se spécialisant sur quelques produits où elle est bien située, comme les circuits logiques et les circuits répondant à des usages spéciaux.

L'avenir des échanges avec les pays de l'Est

Presque tout le secteur industriel de l'Allemagne de l'Est se trouve donc en récession du fait de la disparition des frontières avec l'Ouest ; les pertes de parts de marché sont massives pour certaines industries. Si le potentiel industriel de la zone orientale cède incontestablement du terrain pour la satisfaction de la demande intérieure, peut-il néanmoins apporter une contribution positive au commerce extérieur de la grande Allemagne ?

Par définition, les échanges extérieurs de l'entité économique correspondant au territoire de la RDA ont diminué, depuis l'ouverture des frontières, de la valeur de son commerce avec la RFA. Comme celui-ci représentait, selon les estimations, entre 12 et 25 % du commerce extérieur de la RDA, mais seulement 1,5 % de celui de la RFA, la perte en termes d'ouverture de l'économie sur l'extérieur est évidemment

plus sensible à l'Est qu'à l'Ouest de l'Allemagne. Au-delà de cette contraction arithmétique, l'union monétaire et l'alignement sur les normes économiques et sociales de l'Ouest risquent de réduire dans un premier temps la compétitivité à l'exportation de l'Allemagne de l'Est. Ne risque-t-elle pas de subir des pertes trop rapides sur ses marchés traditionnels, qui compromettraient les chances d'implantation à moyen terme des entreprises allemandes sur ces marchés ?

Si l'on ne compte plus le commerce avec la RFA dans les échanges extérieurs de l'Allemagne orientale, les pays de l'Est représentent, suivant les estimations, entre les deux tiers et les trois quarts de ceux-ci. La tendance sera sans aucun doute à un désengagement progressif des marchés de l'Est, soviétiques avant tout, pour se retourner vers les partenaires traditionnels d'Europe du Centre et du Nord. Mais il est peu vraisemblable que cette évolution soit brutale.

L'URSS

La RDA est liée à l'URSS et à ses autres partenaires par des accords commerciaux à long terme. En avril 1989 avait été conclu avec l'URSS un accord commercial pour la période 1991-1995 pour un montant de 35 milliards de roubles transférables (21 milliards de dollars au taux officiel du rouble). D'après les soviétiques, deux tiers de leurs livraisons seront des produits « durs », c'est-à-dire vendables en devises sur les marchés occidentaux, contre un tiers seulement pour les marchandises est-allemandes[13]. MM. Kohl et De Maiziere ont promis à Mikhaïl Gorbatchev de respecter les engagements pris par la RDA vis-à-vis de l'URSS.

Si l'essentiel des accords de moyen terme sera probablement respecté, il faut s'attendre à de nombreux aménagements dans l'application. Déjà en 1988 et 1989, une baisse du prix du pétrole l'ayant placée en situation de crédeur de l'URSS (solde commercial bilatéral excédentaire), la RDA avait réduit unilatéralement ses livraisons de 3,3 milliards de roubles transférables. L'accord signé pour 1990, le dernier du genre entre les deux pays, était en baisse de 5,5 % par rapport à l'année précédente. Depuis l'union monétaire avec la RFA et l'abandon du monopole d'État du commerce extérieur et des devises, les modalités de règlement des échanges sont en train d'être modifiées : l'accord de clearing conclu jusqu'à la fin de 1990 va s'appuyer sur un nouveau taux de change entre le rouble et le deutsche mark.

Les entreprises est-allemandes vont-elles renégocier en deutsche marks les accords de long terme passés avec l'URSS ? C'est ce qu'a suggéré récemment le DIW, et il est vrai que cela permettrait d'accéder à un marché en devises plus facile qu'à l'Ouest. Mais il est peu probable que l'URSS accepte d'acheter à la RDA, contre devises, des biens de qualité inférieure aux normes occidentales, à moins que les prix ne soient plus favorables, ce qui serait alors désavantageux pour les entreprises est-allemandes.

Du point de vue du règlement des échanges, à moyen terme, les choses sont claires entre l'URSS et l'Allemagne orientale : à partir du 1^{er} janvier 1991, tous les règlements s'effectueront en devises et aux prix mondiaux[14]. L'incertitude porte

sur la période qui va du 1^{er} juillet 1990 au 1^{er} janvier 1991. Le problème des troupes soviétiques stationnées en RDA ne facilite pas les choses : en effet l'URSS exige que l'union monétaire ne lui amène pas un surcroît de dépenses pour l'entretien de ses troupes. Concernant les échanges commerciaux les positions sont très tranchées : l'URSS est favorable à un règlement immédiat du commerce bilatéral en devises convertibles, alors que la RDA veut prolonger l'accord de clearing en roubles transférables jusqu'au 31 décembre 1990, seules d'éventuelles livraisons supplémentaires de l'URSS étant réglées en DM[15]. Sans doute la RDA espère que la prolongation du clearing atténuera pour ses entreprises le choc du marché.

Le marché soviétique pourrait amortir les effets de l'ouverture totale de l'économie est-allemande, mais il devient lui aussi de plus en plus difficile d'accès. Une bonne illustration en est l'accord signé en juin 1990. Cet accord prévoit des livraisons supplémentaires à l'URSS pour 1,5 milliard d'OM, essentiellement en biens de l'industrie légère, dont 300 millions d'OM de subventions de Berlin-Est. Il s'agit de biens qui font cruellement défaut à l'URSS, et qui en même temps proviennent de secteurs très menacés en RDA : cela représente donc un ballon d'oxygène pour les entreprises allemandes concernées. Cet accord pourrait bien préfigurer l'avenir des exportations de l'Allemagne orientale vers les pays de l'Est : la sécurité habituelle de ces marchés ne pourrait se maintenir qu'au prix d'un soutien étatique. L'Institut d'économie appliquée de Berlin-Est estime à 480 000 le nombre de personnes occupées directement ou indirectement par le marché soviétique dans l'industrie est-allemande, soit 15 % de l'emploi industriel.

A plus long terme, plusieurs arguments militent pour un maintien relativement important des échanges entre l'Allemagne orientale et l'URSS. Ces deux pays sont actuellement des partenaires commerciaux de premier plan l'un pour l'autre. L'URSS absorbait, suivant les estimations, entre 22 et 36 % des exportations de la RDA en 1989 ; inversement, la RDA était son premier fournisseur de matériel de transport (wagons, bateaux) ainsi que de machines et d'équipements industriels, en particulier de machines agricoles et de machines-outils. La RDA était également un fournisseur important de l'URSS pour les biens de consommation : 30 % des achats soviétiques de médicaments et de cosmétiques, 27 % de l'habillement. La régression brutale de ces flux compromettrait gravement l'approvisionnement de l'URSS. Il y a de plus une tradition de quarante ans d'échanges intenses, une bonne connaissance des partenaires, une coopération scientifique et technique en amont, auxquelles s'ajoute tout un réseau d'infrastructures : oléoducs, parc commun de wagons de marchandises, réseau électrique intégré à l'Est.

Ce sont les conditions de règlement, de prix, de financement de ces échanges qui en détermineront en fin de compte le dynamisme. Elles dépendront de la compétitivité des produits d'Allemagne orientale et de la possibilité de les subventionner si nécessaire, mais surtout de la solvabilité des entreprises soviétiques, c'est-à-dire de la capacité d'exportation de l'URSS. Les entreprises soviétiques connaissent aujourd'hui une forte pénurie de devises, mais structurellement le commerce soviétique vis-à-vis de l'Allemagne de l'Est est solvable car composé à plus de 60 % de matières premières exportables sur le marché mondial. Cette part des produits primaires devrait encore augmenter, car l'abandon progressif du lignite et de la filière nucléaire

soviétique en Allemagne orientale va se traduire par un besoin accru d'hydrocarbures.

Actuellement, le commerce de l'Allemagne, RFA et RDA confondues, est excédentaire avec l'URSS ; ceci mettrait cette dernière en difficulté si le financement du déficit devait s'effectuer en devises. Mais la fixation d'un nouveau taux de change entre le deutsche mark et le rouble, suite à la renégociation de l'accord de clearing avec la RDA, pourrait, selon le DIW, conduire à une diminution sensible de cet excédent. Une solution transitoire pourrait être le maintien du clearing avec éventuellement un report des soldes et un crédit swing, du moins pour les biens non « durs » : l'URSS y gagnerait en stabilité économique et l'Allemagne de l'Est pourrait transformer en douceur son économie. De toute façon, il est clair que la volonté politique de développer la coopération économique existe aussi bien du côté allemand que du côté soviétique.

Les autres pays du CAEM

L'incertitude est plus grande pour les autres pays du CAEM. Ainsi, le ministère de l'Économie de la RDA a fait savoir au printemps 1990 qu'en raison de changements des plans d'investissement des entreprises et de modifications de la demande des consommateurs, une partie des achats de la Roumanie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Chine, du Vietnam et de la Tchécoslovaquie prévus dans les accords commerciaux n'aurait pas lieu. En l'absence de capacités de financement, de nombreux contrats conclus avec la RDA par des entreprises polonaises ont été résiliés, alors que la Tchécoslovaquie et la Hongrie réduisaient leurs importations afin de diminuer leur déficit extérieur.

A l'évidence, les échanges entre la RDA et les petits pays d'Europe de l'Est vont se contracter fortement, et cela d'autant plus qu'au 1^{er} janvier 1991 devraient se généraliser les facturations et règlements en devises entre pays du CAEM. Ainsi, le 29 juin 1990 a été signé entre la RDA et la Pologne un accord qui prévoit le règlement immédiat de toutes les transactions non commerciales entre les deux pays en DM, et une prolongation du règlement en roubles transférables du commerce jusqu'au 31 décembre 1990, à quelques exceptions près [16]. De son côté, la Hongrie a demandé l'ouverture de négociations commerciales avec l'Allemagne. Les marchés seront plus difficiles pour les entreprises est-allemandes : des exportations traditionnelles de machines et de produits de l'électrotechnique et de l'électronique, établies dans le cadre de la spécialisation au sein du CAEM, vont être supprimées [17]. Mais surtout la capacité de paiement en devises de ces pays sera limitée : en effet, leurs exportations comportent beaucoup moins de biens « durs » que celles de l'URSS ; à leur tour, ils n'accepteront de payer en devises que des biens exportables vers l'Ouest. Seul le maintien d'accords de clearing pour les biens « mous » pourrait éviter un effondrement des échanges entre ces pays et l'Allemagne orientale.

L'Allemagne de l'Ouest, passage obligé vers les marchés occidentaux ?

Sans hypothéquer pour autant leur développement à moyen terme, les échanges de l'Allemagne de l'Est avec les pays occidentaux se trouvent eux aussi fortement remis en cause dans l'immédiat. Les exportations de la RDA ont régressé de 1985 à 1990, ce qui est un signe de leur insuffisante compétitivité. De plus les marchés actuels ne peuvent même pas être pris comme point de départ, car de nombreuses exportations se faisaient dans des conditions de faible rentabilité, voire à perte. En 1988, 194 entreprises de RDA seulement effectuaient vers l'Ouest des exportations pour plus de 10 millions de deutsche marks. Parmi celles qui avaient un gros volume d'exportations, la plupart, comme l'usine d'engrais de Rostock ou Pentacon (optique) de Dresde, avaient une rentabilité faible.

Toutes les exportations traditionnelles — textile, produits chimiques, mécanique, électronique et électrotechnique — qui constituaient plus de 60 % des exportations totales de la RDA vers l'Ouest, vont sans doute se contracter dans l'immédiat [18]. Cependant, l'Institut d'économie appliquée de Berlin-Est estime que si les entreprises s'ajustent rapidement aux nouvelles exigences du marché, la part du commerce de l'Allemagne orientale avec la CEE, qui est de 12 % environ aujourd'hui, pourrait doubler d'ici 1995. Le développement des joint-ventures favoriserait ce processus : fin mai 1990, 1970 autorisations avaient été délivrées par le gouvernement est-allemand, contre 599 fin mars ; elles concernaient à 90 % des entreprises ouest-allemandes. Une partie de ces accords traduit une délocalisation de la production d'entreprises ouest-allemandes vers l'Est. Il faut rappeler que ce type de division du travail, à l'intérieur d'un même secteur industriel, existait déjà entre des entreprises de RFA et de RDA.

A court terme, la réunification risque donc de réduire les exportations de la RDA vers l'Ouest, y compris vers la partie occidentale de l'Allemagne. En effet, les ventes de l'Allemagne de l'Est devront respecter progressivement les conditions du marché, et les ventes à perte, qui étaient monnaie courante auparavant, vont disparaître assez vite. De plus, les avantages dont bénéficiaient les ventes de la RDA à la RFA vont être progressivement abolies avec l'unification politique.

En revanche, en tant que région, l'Allemagne de l'Est se trouve libérée de la contrainte de l'équilibre extérieur, puisque celui-ci ne doit être assuré qu'au niveau de l'ensemble du pays, et que globalement l'Allemagne se trouve largement excédentaire. Le déficit des échanges avec l'Allemagne de l'Ouest ne comporte plus, lui non plus, de limite contractuelle. Ceci va permettre de maintenir, et même d'intensifier, les importations en provenance des pays occidentaux, et en tout premier lieu d'Allemagne de l'Ouest. Il s'agit tout d'abord de l'explosion de la demande de biens de consommation, pour des produits ouest-allemands ou transitant par la RFA. La demande de biens d'équipement va augmenter elle aussi : les entreprises ayant enfin la liberté de fixer leur croissance, le besoin d'investissement est immense et les

capitaux publics ou privés commencent à arriver. L'État lui-même va prendre des mesures afin d'encourager l'investissement. La disparition des contraintes du COCOM va se traduire immédiatement par des achats de machines-outils et de matériel électronique et informatique. Or, traditionnellement, en RDA comme en France, quand on investit, on s'adresse d'abord à la RFA. Le commerce inter-allemand va donc s'intensifier, l'Allemagne de l'Ouest se substituant pour partie à d'autres exportateurs. Sa structure par produits devrait à l'avenir être moins marquée par les biens intermédiaires.

Cependant, la trop grande proximité des entreprises ouest-allemandes est une menace réelle pour ces échanges. La concurrence risque d'être trop brutale sur le marché des produits, mais aussi sur celui de l'emploi : les entreprises ouest-allemandes en surchauffe seront tentées de débaucher les meilleurs ouvriers d'Allemagne de l'Est en leur proposant des salaires plus élevés ; ceux-ci viendraient travailler la semaine ou la journée en Allemagne de l'Ouest, mais continueraient d'habiter en Allemagne de l'Est, où les loyers resteraient plus avantageux.

La tentation serait de ne considérer l'Allemagne orientale que comme un marché et une réserve de main-d'œuvre, et non comme un espace de production et de savoir-faire : cette tentation semble se manifester depuis l'été 1990, les investisseurs ouest-allemands devenant beaucoup plus réticents. Après avoir dit haut et fort qu'ils s'occupaient de tout et que la RDA était leur terrain réservé, il semble qu'ils découvrent une situation plus difficile qu'ils ne l'imaginaient et demandent aujourd'hui aux autres pays européens de participer plus directement à la reconstruction. Ces opportunités doivent être saisies par des pays comme la France, même si le tissu industriel est actuellement en très mauvais état : en effet, le savoir-faire et le potentiel économique sont importants, et la convertibilité de la monnaie représente un atout essentiel par rapport aux autres pays de l'Est. Mais il est certain qu'une dégradation du climat social, non seulement dissuaderait les investisseurs de RFA ou d'ailleurs, mais accentuerait encore la marginalisation de la partie orientale de l'Allemagne.

Conclusion

Le potentiel industriel de la RDA est donc loin d'être négligeable, mais le diagnostic demeure très difficile. En effet, d'une part, ce n'est qu'à partir de maintenant que l'on pourra évaluer réellement la rentabilité des entreprises existantes ; elle dépendra beaucoup du niveau des salaires, qui sera fonction de l'avancée des négociations collectives et des formes que prendra la régulation sociale. D'autre part, on sait d'ores et déjà qu'un nombre important d'entreprises vont disparaître dans les mois qui viennent⁸. Leur remplacement même, et les branches dans lesquelles seront créées les nouvelles entreprises, dépendront des orientations

8. Le ministère de l'Économie de la RDA prévoit 300 faillites d'entreprises à brève échéance.

données par les pouvoirs publics, mais aussi des choix des investisseurs extérieurs, allemands ou étrangers. En particulier, l'implantation de nouvelles unités de production peut obéir dans une plus ou moins large mesure à une logique de délocalisation industrielle menée par l'Allemagne de l'Ouest.

En ce qui concerne le commerce extérieur, il est clair que l'Allemagne de l'Est va dorénavant avoir recours massivement à l'Allemagne de l'Ouest pour son approvisionnement, aussi bien en produits de consommation qu'en biens industriels ; elle réduira en conséquence ses échanges avec l'étranger. Dans l'immédiat, on va vraisemblablement assister à une contraction des échanges modérée avec l'URSS, sensible avec les autres pays du CAEM, et forte avec les pays de la CEE. Ce n'est qu'au fur et à mesure de la modernisation des structures industrielles de la RDA et des autres pays de l'Est que pourront se mettre en place une nouvelle spécialisation internationale et se redéployer le commerce de la partie orientale de l'Allemagne. A terme, les marchés de l'Est deviendront plus difficiles car ils se négocieront en devises. Par contre, les ventes de l'Allemagne orientale issues des investissements ouest-allemands pourraient représenter la première étape du redéploiement de son commerce extérieur vers les pays occidentaux.

La contraction passagère du commerce extérieur, inévitable, peut être atténuée par des mesures de protection des entreprises est-allemandes : en évitant un effondrement de l'industrie, ces mesures faciliteront aussi le redéploiement du commerce extérieur. Le gouvernement de RDA a prévu pour 1990 une dépense de 7 milliards d'ost marks, afin de soutenir les prix à l'exportation et de protéger les secteurs à restructurer (en particulier les industries de biens de consommation). D'après l'article 14 du Traité d'État sur l'union monétaire, économique et sociale, de telles mesures d'aide aux restructurations, de préférence pour les entreprises est-allemandes, sont possibles pendant trois ans. Une taxe sur les importations avait été envisagée, mais le gouvernement de Berlin a finalement renoncé à cette mesure et préfère soutenir les productions de biens de consommation durables par des exonérations fiscales des entreprises. De plus, le dernier accord passé entre la RDA et la CEE comporte des clauses de stabilisation de l'industrie textile.

La nouvelle spécialisation industrielle de l'Allemagne de l'Est sera en partie fonction des caractéristiques des marchés qui lui resteront ouverts. Ainsi, les industries de biens de consommation ne pourront se maintenir que dans la mesure où elles continueront à approvisionner de façon mutuellement avantageuse les pays de l'Est ; il faut y ajouter un petit nombre de spécialités traditionnellement très performantes sur le marché mondial, dans le textile et l'optique. La disparition des avantages particuliers qui facilitaient les exportations vers l'Ouest touchent de plein fouet les industries de base et de biens intermédiaires, polluantes et peu compétitives en comparaison des productions équivalentes en Allemagne de l'Ouest ; de plus, les effectifs de ces industries ont été fortement réduits par l'émigration.

Mais le point essentiel demeure l'avenir du secteur des machines, des équipements industriels et du matériel de transport. On peut affirmer que de la réunification allemande va naître un géant de la mécanique. Le secteur des machines-outils en particulier sera le fleuron de la nouvelle Allemagne : actuellement la RFA est le

deuxième producteur mondial derrière le Japon, avec 16,3 % de la production totale, et le premier exportateur avec 22,9 % des ventes ; la RDA, quant à elle, est huitième producteur mondial avec 3,4 % du marché, et cinquième exportateur (6,7 % des ventes)[19]. L'Allemagne réunifiée approchera donc le cinquième de la production mondiale, et le tiers des ventes !

En effet, dans ce domaine, la RDA est plus complémentaire que concurrente pour la RFA. Ceci est vrai par produits, mais aussi globalement : l'industrie ouest-allemande tourne à 97 % de ses capacités et ne peut répondre à une demande supplémentaire. L'adjonction de la RDA peut donc l'aider à se maintenir sur ses marchés, à l'Est en particulier. Quand on sait que l'URSS représente le premier client en machines pour la RFA comme pour la RDA, on comprend pourquoi les relations économiques entre l'Allemagne et l'Est, et l'URSS tout particulièrement, restent un pilier de la grande Europe, aujourd'hui encore plus qu'hier.

Bibliographie

- [1] A.Tiraspol'sky, « Le grand désordre des taux de change à l'Est », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°338, mars 1989.
- [2] Karlheinz Sternberg, « Methodische Veränderungen der Aussenhandelsstatistik der DDR », mimeo, département du commerce extérieur de l'Office de statistiques de la RDA.
- [3] I.Samson, « La coopération économique entre la RDA et ses partenaires du CAEM », *Économies et sociétés*, série G, n°40, 1984.
- [4] A. Tiraspol'sky, « Quel pétrole pour quelle croissance en Europe de l'Est ? », *Le Courrier des Pays de l'Est*, janvier 1984.
- [5] « Wieviel Mikroelektronik (v)erträgt die Volkswirtschaft ? » *Die Wirtschaft*, n° 10, 1990, p.17. Berlin, RDA.
- [6] I. Samson, « Les échanges inter-allemands : un espace protégé dans le commerce Est-Ouest », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 15, 1984, n°4.
- [7] I. Samson, « La RDA de Honecker ou la recherche d'un socialisme prussien », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1989, n° 4.
- [8] *Rapport mensuel sur l'évolution de l'économie allemande*, n° 2, 1990, CIRAC (Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine).
- [9] *Grundzüge einer marktwirtschaftlich ausgerichteten Strukturpolitik in der DDR und Anforderungen für die Arbeitsteilung im europäischen Raum*, Institut für angewandte Wirtschaftsforschung, Berlin, RDA.
- [10] *Grundzüge ...* op. cit.
- [11] Deutscher Bundestag, « Materialien zum Bericht zur Lage der Nation im geteilten Deutschland 1987 ».
- [12] « Wieviel Mikroelektronik ... » op. cit.
- [13] « Auch auf DM-Basis wird Moskau ein wichtigerhandelspartner bleiben », *Die Wirtschaft*, n° 14, 1990, p.21. Berlin, RDA.
- [14] DIW, *Wochenbericht*, 21/1990.
- [15] *Die Wirtschaft*, n° 15, 1990, Berlin, RDA.

[16] *Die Wirtschaft*, n° 16, 1990.

[17] « Exporte in Gefahr », *Die Wirtschaft*, n° 11, 1990, p.2.

[18] « Aussenhandel der DDR mit der EG », *Die Wirtschaft*, n° 8, 1990, p.14. Berlin, RDA.

[19] De source ouest-allemande, cité dans *Die Wirtschaft*, n° 16, 1990, Berlin, RDA.

